



Banque de la République d'Haïti

NOTE SUR LA POLITIQUE MONETAIRE

1^{er} trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023

(Octobre - Décembre 2022)

WWW.BRH.HT



SPIH

OBLIGATIONS BRH
Ak obligasyon BRH, tout jan w genyen!

FONDS BRH
POUR LA RECHERCHE
ET LE DÉVELOPPEMENT

 @BRHHaiti



Table des matières

1. VUE D'ENSEMBLE	2
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL	2
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	2
2.2. ÉCONOMIE HAITIENNE	4
SECTEUR RÉEL.....	4
SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES.....	5
3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2023	7
2. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU PREMIER TRIMESTRE 2023	8
5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER	9
5.1. SYSTÈME BANCAIRE	9
RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE	11
6. PERSPECTIVES	12

1. VUE D'ENSEMBLE

Au premier trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023, la politique monétaire de la Banque de la République d'Haïti (BRH) a été mise en œuvre dans un environnement marqué, sur le plan international, par la persistance de l'inflation à des niveaux élevés en dépit d'un ralentissement de son rythme de progression. Cette situation a conduit au maintien des politiques de resserrement monétaires notamment aux États-Unis et dans la Zone Euro. De tels développements ont ainsi renforcé les perspectives de ralentissement de la croissance de l'économie mondiale.

Au niveau national, l'activité économique a été affectée par la dégradation continue du climat des affaires dans un contexte détérioration des conditions de sécurité qui a perturbé notamment la production de biens et services par les entreprises locales ainsi que leur distribution à travers le pays. Ce panorama a été amplifié par des épisodes de rareté des produits pétroliers et par la faible performance du secteur agricole. La conjugaison de ces différents faits a conduit à une intensification prononcée et rapide des pressions inflationnistes dans l'économie. Parallèlement, les incertitudes autour de la conjoncture socio-politique et sécuritaire ont contribué à l'augmentation des anticipations négatives des agents économiques, les poussant à renforcer leur position en devises étrangères.

Dans l'objectif de mitiger les implications de cet environnement adverse sur l'évolution des prix et du change, la BRH a maintenu sa politique de reprise systématique de la liquidité excédentaire au niveau du système bancaire notamment à travers les bons BRH et des interventions sur le marché des changes.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

Les données disponibles sur la conjoncture économique internationale au premier trimestre de 2022-2023 renforcent les perspectives de ralentissement de la croissance mondiale dans un contexte de durcissement des conditions de financement dans diverses régions. En effet, les dernières projections de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en novembre 2022 tablent sur un repli de 2,9 points de pourcentage du PIB mondial par rapport à l'année précédente, ce qui porte la croissance prévue pour 2022 à 3,1 % contre 3,2 % anticipé par le Fonds Monétaire International (FMI) en octobre dernier.

Aux États-Unis, le ralentissement de l'inflation et la bonne tenue du marché de l'emploi ont porté la Réserve fédérale (Fed) à réduire la vitesse de resserrement monétaire. En effet, l'inflation a décéléré, passant de 8,2 % en septembre à 6,5 % en décembre 2022. Parallèlement, le taux de chômage est resté proche des 3,5 % durant le trimestre sous revue, retrouvant ainsi son niveau d'avant la pandémie. De ce fait, la Fed a relevé ses taux directeurs

de 50 points de base, les portant dans une fourchette comprise entre 4,25 % et 4,50 %. Il s'agit d'une première inflexion dans la vitesse de resserrement monétaire après quatre hausses précédentes de 75 points de base.

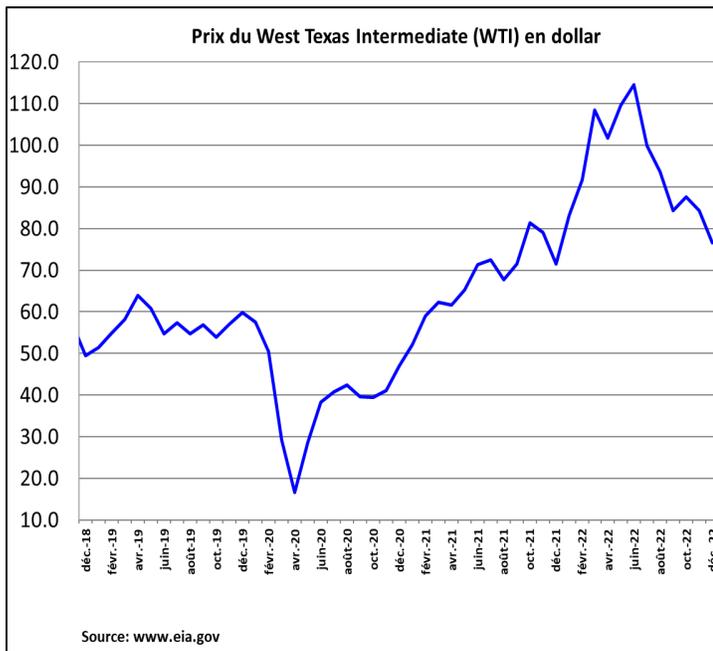
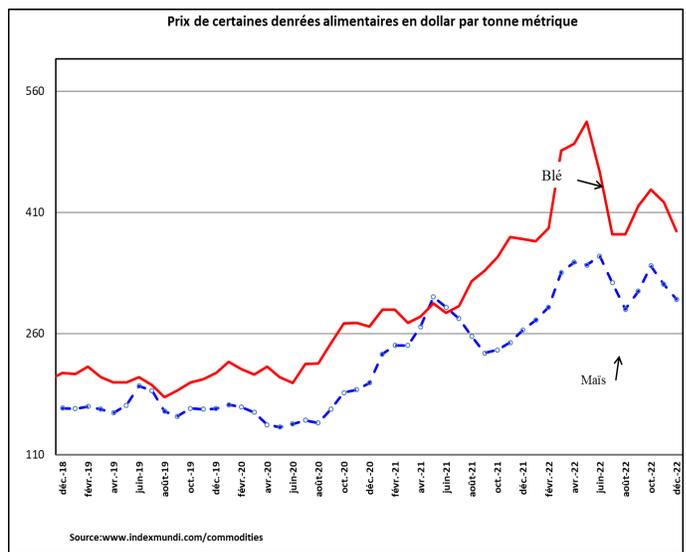
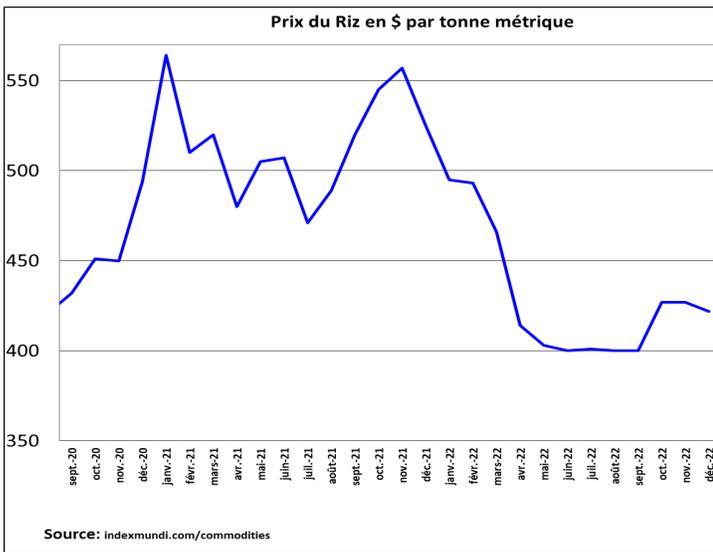
Au niveau de la Zone Euro, le retrait progressif des mesures accommodantes s'est poursuivi afin de contenir l'évolution de l'inflation qui s'est chiffrée à 9,2 % en décembre 2022, soit 8 points de base de moins qu'en septembre. Ainsi, la Banque centrale européenne (BCE) a, , maintenu le processus de durcissement des conditions monétaires, ce qui a permis aux taux de facilité de prêt marginal, au taux de refinancement et à celui appliqué sur les dépôts d'atteindre 2,75 %, 2,5 % et 2 % respectivement.

S'agissant des économies latino-américaines et caribéennes, la croissance à l'échelle régionale devrait suivre la tendance observée au niveau mondial. En effet, selon les projections de décembre 2022 de la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC), le PIB de la région devrait croître à un rythme moins important qu'en 2021 en affichant 3,7 % en 2022, soit une diminution de 3,2 points de pourcentage. La croissance économique pour la République Dominicaine a été estimée à 4,9% en 2022 contre 12,3 % l'année antérieure. Compte tenu du ralentissement de l'inflation qui a cédé 105 points de base par rapport à son niveau de septembre dernier pour s'établir à 7,58 % en novembre 2022, la Banque centrale dominicaine a laissé inchangé son taux directeur à 8,50 %, le jugeant suffisant pour ramener l'inflation à la cible de 4 % ± 1 %.

Pays et Région / Indicateurs	Projection de croissance*	Taux d'inflation**	Taux de chômage
États-Unis	1,8 %	7,1 %	3,5 % ***
Zone Euro	3,3 %	9,2 %	6,5 % ***
République dominicaine	4,9%	7,83 %	4,8 % ****

*Projections novembre 2022 – Source : OCDE | **Projections décembre 2022 – Source : CEPALC | ***Novembre 2022 – Sources : BLS, Eurostat, BCRD | ****Octobre 2022 | ***** Septembre 2022

Sur le marché international, l'indice FAO des prix produits alimentaires s'est établi en moyenne à 143,7 sur l'année 2022, marquant une hausse de 14,3 % en glissement annuel. Toutefois, chiffré à 132,4 en décembre 2022, il a connu une baisse de 2,6 % par rapport à son niveau de septembre 2022. Concernant les produits pétroliers, sous l'effet de la recrudescence des cas de Covid-19 en Chine, des craintes de récession de l'économie mondiale et du plafonnement imposé par les pays du G7 au prix du pétrole russe, le WTI a affiché une moyenne de 76,44 dollars ÉU le baril en décembre dernier contre 84,26 dollars ÉU en septembre 2022. Quant au cours du baril de Brent, il atteint 80,92 dollars ÉU en décembre 2022, soit un repli de 9,8 % par rapport à la fin du trimestre précédent.



2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL

Au premier trimestre de l'exercice 2022-2023, l'économie haïtienne a continué à subir les effets des chocs qui ont affecté négativement l'activité économique durant l'année fiscale antérieure. La dégradation de l'environnement socio-politique notamment en septembre 2022 et la rareté récurrente des produits pétroliers ont occasionné un dysfonctionnement au niveau de plusieurs entreprises commerciales et industrielles. Cette situation s'est traduite par une diminution de l'offre de biens et services et une accentuation des pressions inflationnistes dans l'économie haïtienne au cours de la période sous étude. Au niveau du secteur agricole, la récolte d'automne attendue en décembre devrait être inférieure à la moyenne en raison de la perturbation de certaines cultures découlant de la

faible pluviométrie durant la saison des semis selon les prévisions de *Fews Net*¹. Ainsi, le quasi-arrêt des opérations des agences humanitaires suite aux différents actes de pillage en septembre 2022. Le renchérissement des prix des denrées produites localement et des produits importés ont accentué les pressions inflationnistes dans l'économie. Ceci a également contribué à une réduction de l'accès aux biens et services des couches les plus défavorisées de la population. Selon les estimations d'octobre 2022 de la CNSA, près de la moitié de la population haïtienne (4,7 millions de personnes) nécessite une assistance alimentaire urgente. L'insécurité alimentaire en Haïti s'en retrouve donc aggravée puisque, pour la première fois, certains ménages (soit environ 19 200 personnes) ont été regroupés en phase 5 (catastrophe)².

Outre l'évolution contrastée entre l'offre de produits alimentaires et les besoins urgents de la population ainsi que les difficultés d'approvisionnement des marchés, les pressions inflationnistes observées au cours du trimestre sous revue ont été exacerbées à la suite de l'augmentation des prix des produits pétroliers à la fin du trimestre précédent et les épisodes de rareté de ces derniers sur le marché. Ainsi, les prix de la gazoline, du diesel et du kérosène sont passés de 250 gourdes, 353 gourdes et 372 gourdes à 570, 670 et 665 gourdes le gallon respectivement. Conséquemment, le taux d'inflation annuel, porté à 38,7 % en septembre 2022, a atteint 48,3 % en décembre 2022, soit le niveau d'inflation le plus élevé après le pic observé (51,1 %) en septembre 1994. Cependant, en variation mensuelle, l'inflation a ralenti de 3,6 points de pourcentage pour s'établir à 2,9 % en décembre 2022.

SECTEUR EXTERNE ET FINANCES PUBLIQUES

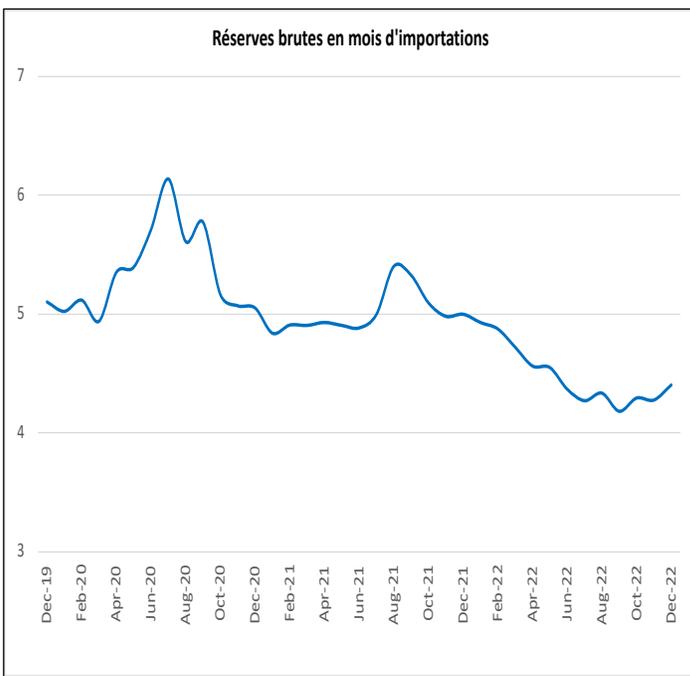
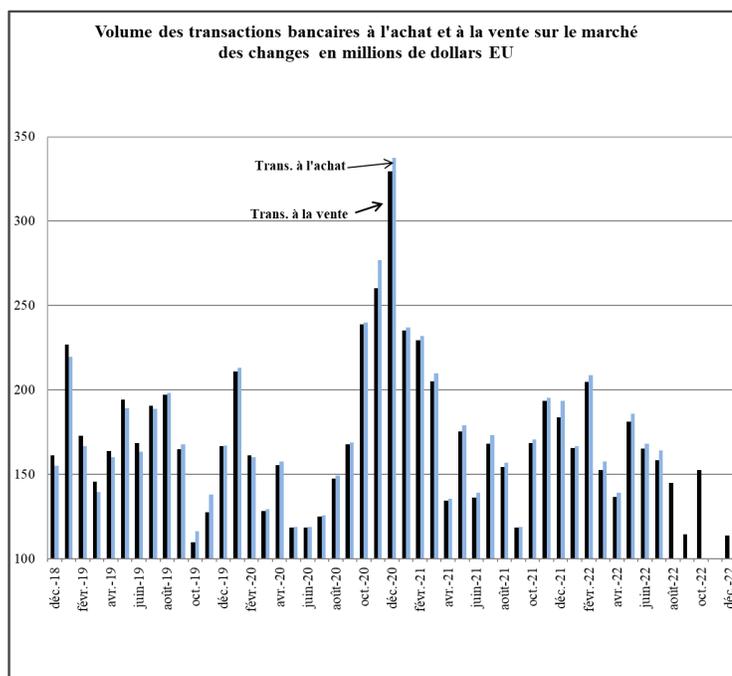
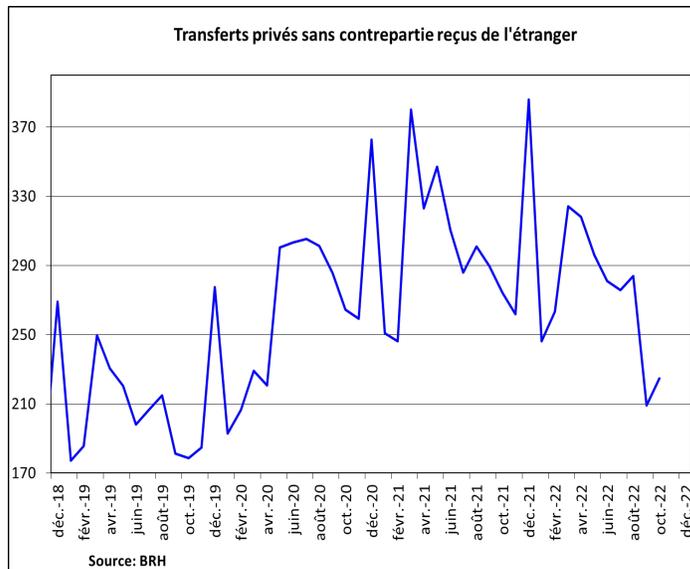
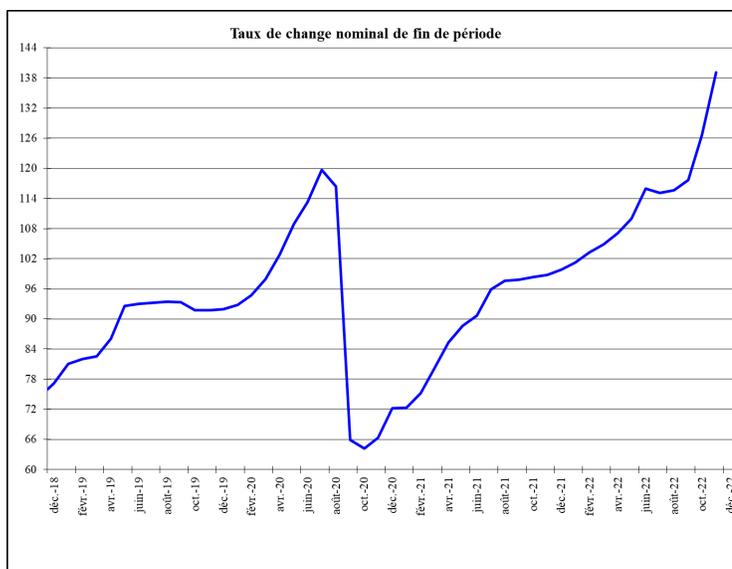
Au niveau des échanges extérieurs, les données disponibles sur les deux premiers mois de l'exercice fiscal 2022-2023 font ressortir une amélioration de la balance commerciale, une augmentation des transferts privés sans contrepartie et une accélération de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar ÉU. Subséquemment au repli de 21,35 % des importations et à celui de 53,84 % des exportations, le déficit commercial a baissé de 4,25 % pour s'établir à 387,4 millions de dollars ÉU. Les statistiques préliminaires relatives aux envois de fonds, indiquent un montant de 817,04 millions de dollars ÉU pour le premier trimestre 2022-2023 contre 768,66 millions le trimestre antérieur et 921,68 millions de dollars ÉU au premier trimestre de 2021-2022. Il ressort ainsi une hausse trimestrielle de 6,3 %³. Considérés suivant leur origine, les transferts privés sans contrepartie proviennent notamment des États-Unis (71 %), du Canada (7 %), de la France (7 %) et du Chili (5 %). Malgré cette évolution favorable du déficit commercial et des transferts privés sans contrepartie qui représentent la principale source de devises de l'économie, les tensions sur le marché des changes se sont amplifiées. Ainsi, dans un environnement macroéconomique instable alimentant les anticipations négatives des agents, la dépréciation de la gourde par

¹ Selon la CNSA, la récolte d'automne ne compte que pour 20 % de la production agricole annuelle du pays.

² La phase 5 de la classification sur la sécurité alimentaire est le niveau le plus élevé. Elle caractérise les ménages qui ont des déficits alimentaires extrêmes qui se traduisent par le recours à des stratégies de subsistance d'urgence.

³ Données en provenance des maisons de transferts.

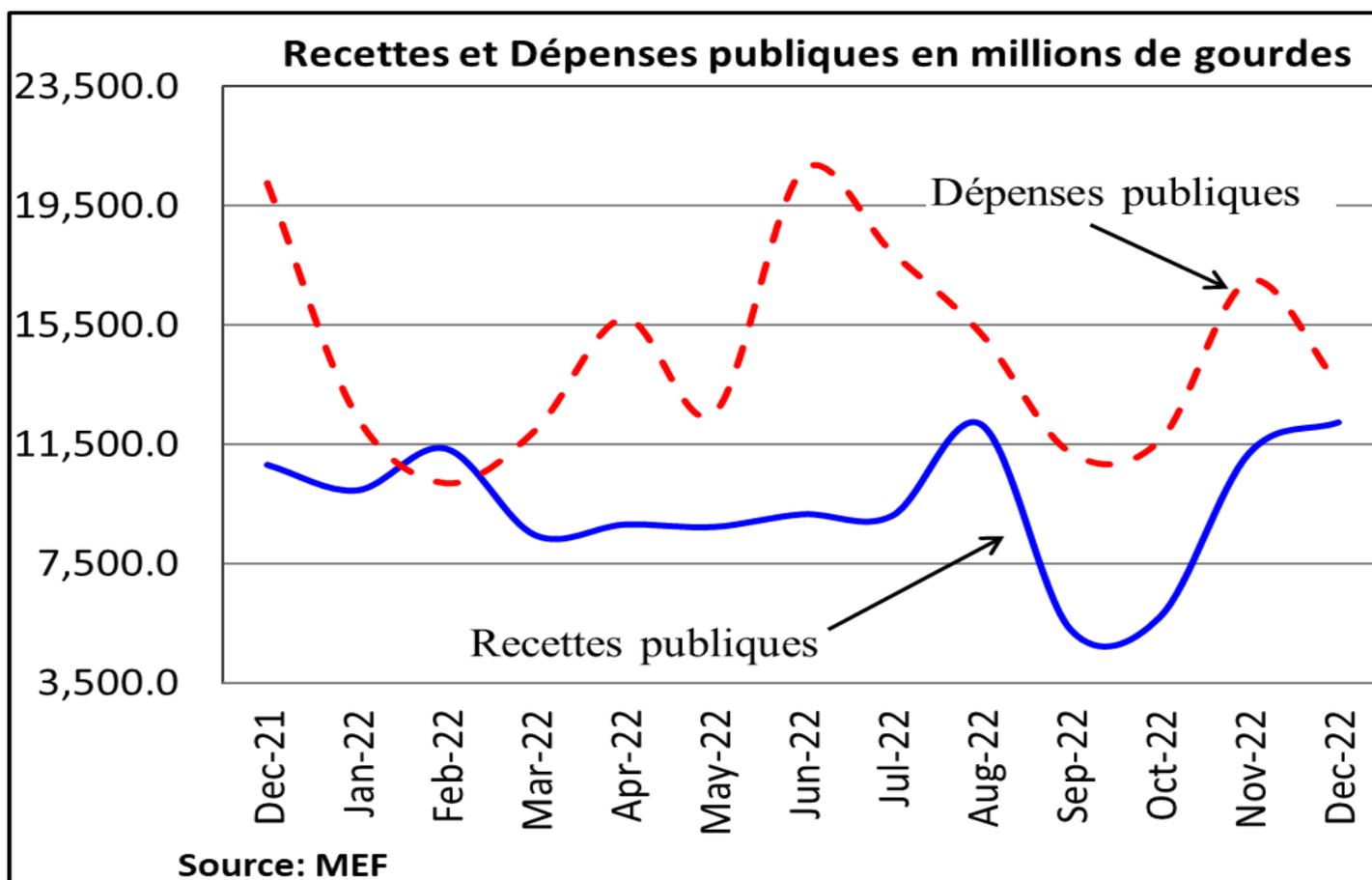
rapport au dollar ÉU s'est poursuivie ; le taux de change nominal atteignant 145,20 gourdes pour un dollar ÉU en décembre 2022 contre 117,70 gourdes en septembre 2022.



S'agissant des finances publiques, les différentes mesures prises pour augmenter les recettes se sont traduites par une relative amélioration de la performance fiscale au cours du premier trimestre 2023, laquelle s'est reflétée dans la diminution des recours aux avances de la Banque centrale. En dépit de l'atonie de l'activité économique au cours de la période allant d'octobre à décembre 2022, les recettes totales de l'État ont atteint 33 039,8 MG, soit une hausse de 23,5 % par rapport au trimestre précédent. L'évolution de ces dernières résulte non seulement de l'augmentation des recettes douanières, mais aussi des recettes pétrolières perçues sur la période sous revue. En effet, établies à 10 349 MG de gourdes, les recettes douanières ont presque doublé comparativement au même intervalle de l'exercice antérieur. De même, la révision des prix des produits pétroliers effective vers la fin du mois

de septembre a permis à l'État de dégager des recettes pétrolières évaluées à 761,80 MG au cours du 1^{er} trimestre 2023. De leur côté, les décaissements totaux se sont établis à 92 063,9 MG dont 47 967,9 MG de dépenses budgétaires.

La bonne tenue des recettes a permis d'augmenter leur part relative à 42,1 % dans les ressources totales. Cependant, elle n'a pas pu compenser les dépenses budgétaires qui se sont portées à 47 967,9 MG. Ainsi, de l'écart entre les ressources et décaissements totaux a résulté un déficit de l'ordre de 13 506,3 MG, partiellement financé par la BRH. Toutefois, le financement monétaire, établi à 11 197,9 MG, a accusé une contraction de près de 36,4 % par rapport au trimestre précédent (17 597,9 MG).



3. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU PREMIER TRIMESTRE 2023

Au premier trimestre de l'exercice fiscal 2023, la Banque centrale a maintenu la posture adoptée au trimestre précédent afin d'atténuer l'impact de cet environnement adverse sur la stabilité macroéconomique. Tout en gardant le statu quo au niveau des taux directeurs et des coefficients de réserves obligatoires, elle a poursuivi sa politique de reprise de la liquidité excédentaire à travers les bons BRH.

Ainsi, les taux d'intérêt sur les bons BRH sont restés inchangés, soit 6 %, 8 % et 11,5 % pour les maturités de 7, 28 et 91 jours respectivement ainsi que le taux de mise en pension de ces titres à 17 %. De même, les taux de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes et en dollars ont été maintenus, respectivement à 40 % et 53 % pour les banques commerciales et 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL). Cependant, l'encours des bons BRH est légèrement reparti à la hausse, passant de 800 MG en septembre à 900 MG en décembre 2022, reflétant la baisse observée au niveau des souscriptions des banques commerciales aux certificats de trésorerie au cours de la période sous étude.

Parallèlement, dans l'objectif de soutenir l'offre de devises, la Banque centrale est intervenue sur le marché des changes à hauteur de 11,3 millions de dollars ÉU, ce qui lui a aussi permis de stériliser plus de 1,34 milliard de gourdes de liquidité. Cependant, contrairement au trimestre précédent, les interventions de la Banque centrale se sont soldées par des achats nets de 47,13 millions de dollars ÉU, un retournement qui vise à renforcer le coussin de réserves nettes de change dans une période caractérisée par l'augmentation saisonnière des transferts privés sans contrepartie. Par ailleurs, les obligations BRH ont continué de jouer pleinement leur rôle en contribuant à restreindre la demande de dollars aux fins de précaution. En effet, l'encours de ces titres a augmenté, passant de 5,57 milliards de gourdes en septembre 2022 à 7,7 milliards en décembre 2022.

4. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU PREMIER TRIMESTRE 2023

Les données disponibles indiquent une évolution haussière de l'offre de monnaie au 1^{er} trimestre de l'exercice fiscal 2022-2023. Un accroissement de la base monétaire de 14,7 % a été enregistré par rapport au trimestre précédent.

Cette progression de la monnaie centrale est imputable à l'accroissement simultané des avoirs extérieurs nets (AEN) exprimés en gourdes et des créances nettes de la BRH sur le gouvernement central. En effet, la valeur en gourdes des AEN, impulsés par la hausse du taux de change, a affiché un accroissement de 26,02 % contre une contraction de 5,85 % au cours du trimestre antérieur. Quant aux créances nettes de la BRH sur le gouvernement central, elles se sont accrues de 5,21 % au cours du premier trimestre 2023 contre 6,22 % le trimestre précédent. Le ralentissement du rythme de progression de ces dernières s'explique par la relative amélioration de la situation des finances publiques, ayant conduit à un moindre recours aux avances de la Banque centrale.

Les données provisoires disponibles au 30 novembre 2022 font état d'une progression de 3,52 % de l'agrégat monétaire M3 par rapport à septembre contre 5,24 % au trimestre précédent. L'augmentation des dépôts en dollars ÉU convertis en gourdes (+8,15 %) n'a pas pu être totalement compensée par la baisse de 1,42 % de l'agrégat M2. En volume, le stock des dépôts en devise a diminué de 8,5 % sur la période considérée, ce qui traduit l'impact

considérable de l'effet change dans l'évolution des dépôts en dollars ÉU convertis en gourdes. En ce qui a trait à la masse monétaire au sens restreint M2, les données disponibles indiquent une contraction de 1,44 %, laquelle reflète le recul de 5,24 % de la quasi-monnaie induit par la baisse combinée des dépôts d'épargne et des dépôts à terme en gourdes (-3,20 % et -8,49 % respectivement).

L'évolution de la masse monétaire M3 s'explique essentiellement par une hausse de 11,96 % de la valeur en gourdes des avoirs extérieurs nets du système bancaire découlant de celle des réserves nettes de change de la BRH exprimées en monnaie nationale (+18,22 %), sachant que le crédit intérieur net ne s'est accru que de 1,04 % suite à la progression de 4,47 % du crédit au secteur public non financier.

5. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR FINANCIER

5.1. SYSTÈME BANCAIRE

Les données disponibles au 30 novembre 2022 indiquent une amélioration combinée de la rentabilité et du produit net bancaires. Au niveau des ressources, l'actif du système s'est chiffré à 677,06 milliards de gourdes, soit une hausse de 10,96 % par rapport au 30 septembre. Cette augmentation de l'actif bancaire a résulté de la bonne tenue des « Avoirs à la BRH » (+15,95 %), des « Avoirs dans les banques locales » (+20 %) et des « Autres placements » (+27,43 %). En ce qui a trait aux ressources du système, les dépôts totaux se sont établis à 556,3 milliards de gourdes au 30 novembre 2022 contre 500,2 milliards au terme de l'exercice 2021-2022. Cette progression est supportée par les toutes les composantes : les dépôts à vue (+12,07 %), les dépôts d'épargne (+12,2 %) et les dépôts à terme (+7,22 %) et les obligations à vue (+27,39). Conséquemment, le niveau d'intermédiation bancaire, mesuré par le ratio « prêts bruts/ dépôts totaux », a légèrement reculé, se fixant à 30,4 % contre 32 % au 30 septembre 2022.

S'agissant du produit net bancaire (PNB), il a atteint 6,9 milliards de gourdes sur les deux premiers mois de l'exercice en cours, soit une hausse de 37,3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Rapporté aux dépenses d'exploitation du système (3,36 milliards de gourdes), cette bonne performance du PNB, résultant principalement à l'augmentation de 19,3 % des revenus d'intérêt et de 85,6 % des gains sur change, a permis au système de générer un bénéfice net d'environ 2,46 milliards de gourdes en termes cumulés sur l'exercice en cours contre 1,56 milliard de gourdes sur la même période de l'exercice précédent, soit une hausse de 58 % environ.

Au niveau de la structure financière du système, le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » s'est établi à 7,06 %, en repli de 36 points de base par rapport au trimestre passé, tandis que les « dépôts en pourcentage de l'actif » ont accusé une hausse de 19 points de base, pour se porter à 82,16 %.

L'analyse de la qualité de l'actif du système a montré que celle-ci a subi, dans une certaine mesure, les contrecoups de la détérioration du climat des affaires résultant de la crise socio-politique et sécuritaire. En effet, au 30 novembre 2022, le ratio « Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts » a atteint 10,09 % contre 6,67 % au 30 septembre 2022. Par ailleurs le ratio « Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs bruts » a reculé passant de 89,51 % en septembre 2022 à 59,9 % au mois de novembre 2022, ce qui constitue une baisse du degré de couverture du système bancaire par rapport aux risques de défaut de paiements des débiteurs du secteur. La solvabilité des emprunteurs a été ainsi affectée par la baisse de l'activité économique et les effets rémanents des actes pillage et de vandalisme survenus à la fin du trimestre précédent, en témoignent les multiples demandes de moratoire et de restructuration des prêts adressés par ces derniers.

Les statistiques sur la rentabilité bancaire (en termes cumulés) révèlent une amélioration du rendement de l'actif (ROA). Ce ratio a atteint 2,29 % en novembre 2022 contre 1,78 % un an plus tôt. De même, le rendement des fonds propres (ROE) est passé de 22,95 % au 30 novembre 2021 à 31,73 % au 30 novembre 2022.

Au 30 novembre 2022, les indicateurs de dollarisation témoignent d'une amplification du phénomène au niveau du système bancaire. Le ratio « Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » a atteint 70,53 % contre 67,34 % au 30 septembre 2022. Aussi, le niveau de la dollarisation du crédit, mesuré par le ratio « portefeuille de prêt en devises converties en pourcentage des prêts nets » a-t-il augmenté, passant de 50,06 % en septembre 2022 à 55,01 % au 30 novembre 2022.

L'analyse des opérations d'intermédiation financière en monnaie locale a fait ressortir une baisse des taux d'intérêt au cours du trimestre sous revue en dépit du relèvement des taux directeurs par la BRH. En effet, les taux moyens de rémunération sur les prêts ont atteint 13,58 % en novembre 2022 contre 14,67 % au dernier trimestre de l'exercice antérieur. En ce qui concerne les dépôts à terme (DAT), les taux d'intérêts moyens ont également diminué passant de 3,43 % en septembre à 3,01 % en novembre. Ainsi, il en est résulté un repli du taux d'intermédiation au cours du premier trimestre, lequel s'est porté à 10,57 % contre 11,24 % un trimestre auparavant.

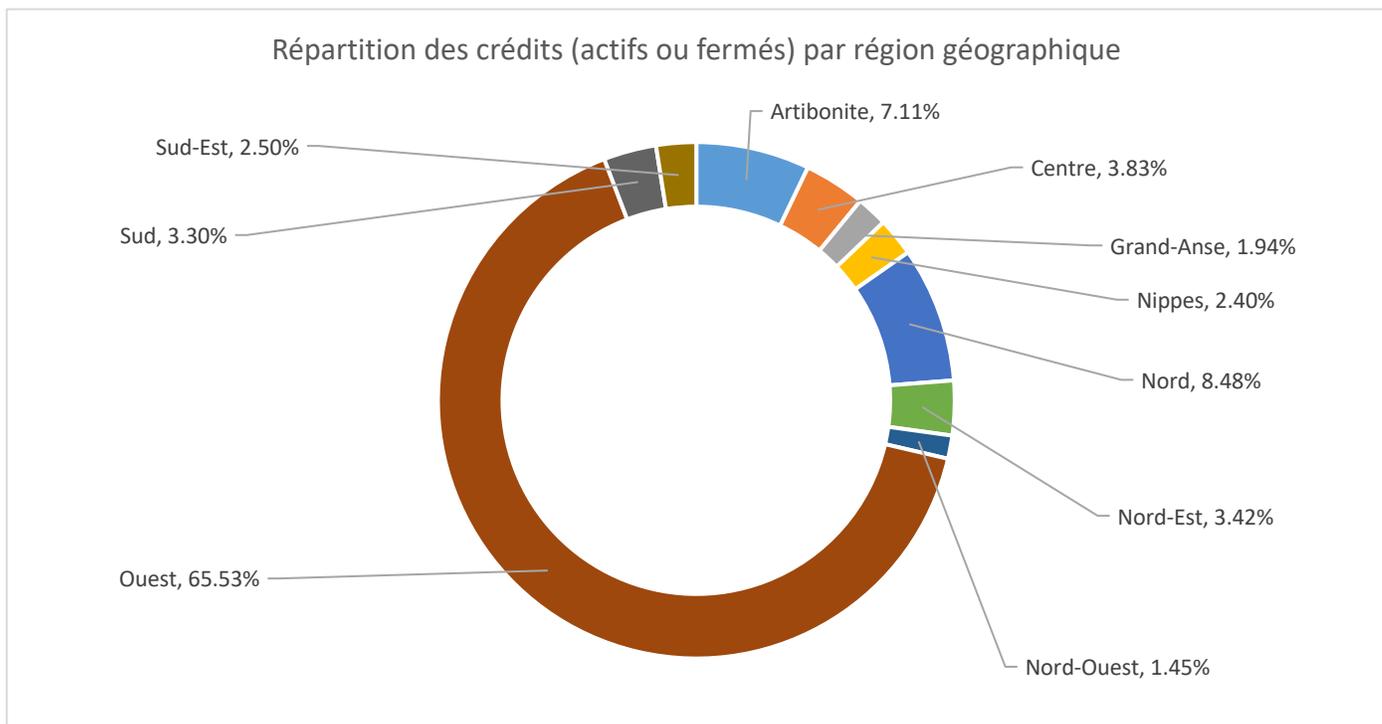
S'agissant des opérations en dollars, les taux d'intérêts sur les prêts se sont chiffrés à 10,44 % au premier trimestre contre 9,58 % au quatrième de l'exercice fiscal 2021-2022, soit une hausse 86 points de base. Par contre, les taux de rémunération sur les DAT en devises ont reculé à 0,32 % au premier trimestre contre 2,01 % un trimestre auparavant. Conséquemment, la marge d'intermédiation financière s'est accrue, passant de 7,58 % au trimestre antérieur à 10,12 % au trimestre sous étude.

Ratios clés du système bancaire	Au 30 septembre 2022	Au 30 novembre 2022
Ratios de rendement des prêts bancaires		
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs	89,51 %	59,99 %
Prêts improductifs en pourcentage des prêts bruts	6,67 %	10,09 %
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires (taux d'exposition des fonds propres)	2,47 %	14,26 %
Ration de rentabilité bancaire	Oct-2021-Nov 2021	Oct-2022-Nov 2022
Rendement des prêts productifs	10,50 %	10,75 %
ROA	1,78 %	2,29 %
ROE	22,95 %	31,73 %
Niveau de dollarisation du système	Au 30 Novembre 2022	Au 30 septembre 2022
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux	70,53 %	67,34 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux	55,01 %	50,06 %

RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Les informations recueillies par le Bureau d'information sur le crédit (BIC) des banques commerciales et de certaines institutions financières non-bancaires, ont fait ressortir qu'au 30 septembre 2022, les prêts octroyés aux entreprises (personnes morales) représentaient 66,4 % du portefeuille contre 70,31 % un trimestre plus tôt. Ces dernières comptent pour 2,71 % du total des débiteurs, soit 8 points de base de moins que précédemment. La ventilation par monnaie a montré que, de ces entreprises, 29 % ont bénéficié de crédit en dollars ÉU alors que 71 % ont eu des prêts en gourdes. L'analyse des comptes de prêts des personnes physiques a révélé que 35,94 % sont détenus par des femmes, marquant un léger recul par rapport au trimestre passé (36,06 %) et à l'exercice précédent (36,24 %).

Considérées sur le plan géographique, les statistiques ont montré que l'Ouest est de loin le premier bénéficiaire des prêts (65,53%), suivi du Nord (8,48%) et de l'Artibonite (7,11%). En termes cumulés, ces trois départements disposent de 81,12 % du portefeuille de crédit.



6. PERSPECTIVES

Pour les deux prochains trimestres, plusieurs facteurs laissent augurer de perspectives relativement favorables à l'économie haïtienne. D'abord, les allocations prévues dans le budget 2022-2023 en faveur du secteur social (30,6 milliards de gourdes) devraient contribuer à soutenir la consommation et ainsi réduire l'insécurité alimentaire. De même, les crédits alloués aux dépenses d'investissement aideraient à la mise en place d'actions pour la relance du secteur agricole (6,04 milliards), la réalisation de projets dans le secteur des bâtiments et travaux publics (16,04 milliards de gourdes), le renforcement de la capacité des postes frontaliers et du contrôle douanier (302,2 millions de gourdes) dans le but de dégager plus de ressources locales pour financer des investissements essentiels à la croissance. En outre, ces initiatives pourraient être davantage renforcées par des ressources en provenance des bailleurs notamment le Fonds monétaire international (FMI) à travers le nouveau guichet de financement des ripostes aux chocs alimentaires de la facilité de crédit rapide (*Food Shock Window* - FSW)⁴. Au niveau international, le ralentissement continu de l'inflation chez les principaux partenaires commerciaux d'Haïti devrait être bénéfique à la réduction des pressions inflationnistes au niveau local et pourrait aider à une relative augmentation des transferts privés sans contrepartie reçus dans l'économie.

⁴ Le Food shock Window (FSW) est un nouveau guichet de financement des ripostes aux chocs alimentaires créé au titre des instruments de financement d'urgence, la facilité de crédit rapide et l'instrument de financement rapide. Il fournira un accès supplémentaire aux pays qui ont des besoins urgents de financement de la balance des paiements et qui souffrent d'insécurité alimentaire aiguë à la suite d'un brusque choc sur les importations alimentaires ou d'un choc sur les exportations de céréales. Il restera ouvert pendant un an.

Cependant, ces perspectives dépendront essentiellement d'une atténuation des troubles socio-politiques et de l'amélioration des conditions de sécurité, lesquelles sont indispensables au rétablissement d'un climat d'affaires serein et susceptible d'encourager les investissements et initiatives privés. De telles évolutions contribueraient également à la réduction des goulots d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement qui impactent à la fois la production et la circulation des biens et services dans l'économie.

Pour sa part, la BRH modulera ses actions en matière de politique monétaire non seulement pour répondre aux développements de la conjoncture susceptible d'affecter la stabilité des prix, mais également pour susciter une inflexion dans le cycle économique et ainsi contribuer à ramener l'économie sur un sentier de croissance positive.